

Eco, un parcours parcheminé d'obstacles majeurs

Eco, a parchment course of major obstacles

GUINDO Laya Amadou (Enseignant-chercheur)

Universités des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)

TRAORE Yacouba (Enseignant-chercheur)

Centre de Formation et Perfectionnement en Statistique (CFP-STAT)

BALLO Issa (Enseignant-chercheur)

Université des Sciences Sociales et de Gestion (USSGB)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)

BERTHE Bakary (Enseignant-chercheur)

Université des Sciences Sociales et de Gestion (USSGB)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)

Résumé : A l'instar des autres unions monétaires, la zone monétaire de la CEDEAO est un vieux projet qui date du sommet de Conakry en 1983. Dès la naissance de l'idée en 1983 au sommet de la CEDEAO à Conakry (en Guinée) à nos jours, des efforts remarquables ont été fournis pour la concrétisation du projet de la monnaie unique ouest africaine qui se heurte à plusieurs difficultés : faiblesse du niveau des agrégats économiques de dimensions, un taux de chômage très élevé, une croissance non soutenue dans le temps, des chocs exogènes et récurrentes, des inégalités entre les économies de la zone, ... Malgré ces difficultés ci-dessus mentionnées, les Etats réaffirment toujours leur souhait d'aller vers une monnaie unique en remplacement des huit monnaies existantes. L'objectif de ce travail de recherche est de trouver les voies et les moyens pour surmonter ces difficultés et afin que ce vieux projet soit une réalité en prélude à l'objectif de l'union africaine de disposer d'une monnaie à l'échelle continentale d'ici 2063. Pour atteindre les objectifs de ce papier, nous avons fait recours à la recherche document. De ce fait, nous avons opté pour à la méthode qualitative.

En tout état de cause, les résultats ont mentionné qu'une union monétaire à certes des effets pour l'espace CEDEAO. Cette union facilitera l'échange et le commerce inter-Etat et constituera un facteur déterminant d'intégration économique et financière.

Mots-clés : ECO, monnaie commune, Afrique de l'Ouest, obstacles.

Abstract: Like other monetary unions, the ECOWAS monetary zone is an old project which dates from the Conakry summit in 1983. From the birth of the idea in 1983 at the ECOWAS summit in Conakry (in Guinea) to our days, remarkable efforts have been made to materialize the West African single currency project, which is encountering several difficulties: low level of economic aggregates of dimensions, a very high unemployment rate, unsustainable growth over time, exogenous and recurring shocks, inequalities between the economies of the

zone, etc. Despite these difficulties mentioned above, the States always reaffirm their wish to move towards a single currency to replace the eight existing currencies. The objective of this research work is to find the ways and means to overcome these difficulties and so that this old project becomes a reality as a prelude to the objective of the African Union to have a currency on the scale continent by 2063. To achieve the objectives of this paper, we resorted to document research. Therefore, we opted for the qualitative method.

In any case, the results mentioned that a monetary union certainly has effects for the ECOWAS region. This union will facilitate inter-state trade and commerce and will be a determining factor in economic and financial integration.

Keywords: ECO, common currency, West Africa, obstacles.

1. Introduction

La zone ouest africaine est composée essentiellement de trois blocs. Il s'agit des pays francophones qui sont au nombre de huit, des pays anglophones qui sont au nombre de cinq et des pays lusophones qui sont deux seulement. Les pays de la CEDEAO se partagent plusieurs similarités, il faut noter à cet effet, les points communs suivants : faiblesse et instabilité des institutions, des agrégats économiques de dimensions très moindre, un taux de chômage très élevé, des difficultés économiques structurelles, une économie faiblement diversifiée, une dépendance extérieure très forte, de la non maîtrise de l'inflation dans les pays hors zone UEMOA, du poids important de la ratio de la dette rapporté au PIB, du déficit continu du budget d'Etat et les acrobaties pour son financement, de l'insuffisance des réserves de change et les questions relatives aux à la stabilité du taux de change

Ainsi, on dit que les économies de la CEDEAO sont essentiellement minières et agro-sylvo-pastorales. Parmi les 46 pays membres du collectif des pays les moins avancés au monde, la CEDEAO en compte 11 : Benin, Burkina Faso, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Sénégal et Sierra Leone et Togo (N.U. conférences des PMA, mars 2022). Au nombre des maux communs des pays de la CEDEAO, faudrait-il ajouter l'indigence des ressources humaines traduite par un indice composite qui tient compte : de la mortalité infantile, de la mal nutrition, du faible taux de scolarisation, ... Sur le plan social et sécuritaire, la CEDEAO est également confrontée à des mouvements des groupes armés menaçant la paix et la quiétude dans plusieurs Etats membres. Les groupuscules qui se réclament de l'islam font semer la terreur au Nigéria et au Niger commettent des attaques régulières. Des attentats meurtriers sont constamment perpétrés au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali. La montée en puissance de ces mouvements et soi-disant djihadistes met en péril les efforts colossaux déployés par les Etats membres pour conduire le développement. Cependant, malgré toutes ces difficultés signalées, les Etats de la CEDEAO ont décidé de créer les conditions d'une union monétaires depuis près d'une demie-décennie. Ce vaste projet d'unification monétaire a connu beaucoup de sommet, de pourparlers, de convoitises, d'institution mises en place à cet effet, mais dans la pratique, il reste beaucoup de chose à faire. Le problème mis en avant dans la rédaction de ce papier, consiste à explorer toutes les voies et tous les moyens nous conduisant à une analyse accrue des obstacles majeurs qui entravent l'opérationnalisation de cette initiative ancienne de près d'un demi-siècle. Notre objectif global est de recenser toutes les entraves à liées à la mise en circulation de l'Eco et de faire des propositions concrètes pour surmonter les défis qui se posent. Pour ce faire, deux hypothèses ont été élaborées.

Première hypothèse : plusieurs obstacles rendraient difficile la réalisation de la monnaie commune de la CEDEAO.

Deuxième hypothèse : la résolution des obstacles serait une condition sine qua none pour l'opérationnalisation de l'ECO.

Le plan de travail dans le cadre de la rédaction de ce manuscrit est le suivant : l'introduction, la revue de la littérature, la méthodologie de recherche, la présentation et discussions des résultats obtenus et enfin la conclusion.

2. Revue de la littérature

Dans sa thèse doctorale, GUINDO, (2019), soutient que les difficultés économiques auxquelles l'Afrique est une résultante d'une multitude de monnaie et d'une politique monétaire différente d'un pays à un autre et posent le problème en ces termes : des micros Etats ayant leur propre monnaie chacun ne peut qu'être une foudrue à l'épanouissement du commerce inter Etat et aux multiples efforts fournis au niveau des organisations. Pour les 54 Etats africains, on dénombre 42 monnaies pour la plupart inconvertibles entre elles. Plusieurs autres problèmes touchent le continent à savoir : faible taux de croissance économique, vétusté des infrastructures à tous les niveaux (routes, chemins de fer, ports, aéroports), faiblesse de l'IDH, problème de sécurité, endettement, fuite des capitaux, corruption, l'Afrique est pauvre et très pauvre vue sur un angle économique. Aux yeux des monétaristes, le problème se pose en termes d'une multitude de monnaie dans le continent. Ces multiples monnaies n'ont pratiquement aucun lien entre elles et se caractérisent par les difficultés suivantes : inconvertibilité, dévaluations compétitives, inflation, perte de confiance vis-à-vis des investisseurs étrangers... Les 15 pays membres de la CEDEAO réunis ne représentent que la 25^{ème} économie mondiale¹, il faut noter aussi que les échanges commerciaux entre les pays de la CEDEAO sont dérisoires, à peine 12%. A cela s'ajoute l'absence de complémentarité entre les économies, car chaque pays de la CEDEAO commerce plus avec l'extérieur qu'avec l'ensemble des pays de la zone. Le projet de la monnaie commune de la CEDEAO quant à lui trouve son appui et son essence dans les travaux empiriques de Laporte (1996) et Rose (2000) sur la promotion du commerce intra régional. Dans le document d'étude n°44 de la Direction de la prévision et des études économiques (DPEE), « document d'étude n°44 dénommé « Enjeux du projet de monnaie unique CEDEAO », il a été retenu trois obstacles majeurs à l'aboutissement de la future monnaie commune de l'espace CEDEAO. Il s'agit fondamentalement des différences aux niveaux de **développement, les disparités en termes de performances et le non-respect des critères de convergence.**

Pour Teniola, (2020), le premier défi à surmonter pour l'ECO est celui de l'inclusion du Nigéria. Pour lui, ce pays détient les 65% du PIB et plus de la moitié de la population. Il est le premier pays exportateur du pétrole de l'Afrique. Cela signifie qu'il est sujet à une certaine détérioration des termes de l'échange qui nécessite la mise en place d'une politique monétaire spécifique qui est contre-productive chez d'autres surtout les pays importateurs du pétrole. Guindo, Bagayoko, Berthé et Ballo, (2022), avaient déjà planté le décor d'une étude future sur les problèmes pouvant entraver la réalisation de la monnaie commune de la CEDEAO. Dans leur article, ils reconnaissent que le projet est très ambitieux mais, complexe. Très proche de l'analyse de Guindo et al. (2022), le Pr Malick SANE dans son intervention au Sommet de la CEDEAO tenu à Accra le 22 juin 2021, croit qu'il est difficile de faire converger un pays comme le Nigéria avec ses 10% d'inflation par rapport à la zone UEMOA où l'inflation est sous la barre des 2%. Il pose ici véritablement le problème de respect des critères de convergence macroéconomiques de premier rang pour les autres pays hors UEMOA, anciennement appelés pays de la ZMAO. Dans son intervention lors du même sommet, l'ancien Président de la commission de la CEDEAO Jean Claude Kassi Brou a rappelé que le pacte de convergence de la CEDEAO avait été suspendu pour les exercices 2020 et 2021 pour permettre aux Etats de faire face à la pandémie de la Covid-19. Cela aurait forcément des incidences sur la conduite efficace de la procédure

de concrétisation de l'ECO. Il signale également que les deux blocs composant la CEDEAO sont de telle sorte que l'une l'UEMOA est homogène et l'autre l'ex ZMAO est hétérogène. Emilie Laffiteau et Rokiatou Samake-Konaté (2016), fait révéler dans leur article qu'il existe une différence au niveau des économies de la zone et celle-ci réside dans la diversification et l'ouverture des économies. Ces deux économistes soulèvent d'autres préoccupations pouvant entraver la réalisation de la future notamment le mode de gestion des réserves de change.

3. Méthodologie de recherche

La méthodologie qui a prévalu pour la réalisation du présent manuscrit comprend une démarche méthodologique et la formulation des résultats obtenus. Nous avons adopté deux démarches pour l'écriture du présent papier, d'une part nous avons procédé à la recension des multiples écrits existants à la matière et d'autre part, nous nous sommes attelés à l'exploitation des données secondaires. Ces deux méthodes ont permis de situer notre modeste contribution naissante en relation aux sciences déjà certifiées dans le domaine monétaire. Pour retrouver les données, il a fallu qu'on parcourt les sites web spécifiques, utiliser les bases de données des institutions telles que la CEDEAO, l'UEMOA, la BCEAO, la BOAD, la BIDC

Nous avons également procédé à un diagnostic accru des données secondaires, effectué des entretiens avec des financiers et monétaristes. Pour la démarche méthodologique utilisée pour l'élaboration de ce papier, nous avons fait appel à l'approche épistémologique du type interprétativiste.

4. Analyse et discussion des résultats

L'analyse des données est une étape importante de ce travail, car permet de confirmer ou d'infirmer les hypothèses formulées plus haut. Cette partie comprend : la présentation de l'analyse des données et la discussion des résultats.

4.1. Analyse des données

De ce qui précède, nous retenons clairement qu'il existe plusieurs difficultés notoires à l'opérationnalisation de l'ECO. Pour plus de concision et de précision cet article s'est limité seulement à trois difficultés majeures qui bloquent la réalisation de la monnaie commune. Il s'agit de : difficultés liées à l'intégration monétaire et remèdes préconisés, obstacles à la mobilité des personnes et des marchandises, perte de la souveraineté des Etats suite à la création de l'ECO, le non-respect des critères de premier rang et l'insuffisance d'une volonté politique des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

4.1.1. Difficultés liées à la mobilité des personnes et de leurs biens

Avec le Tarif Extérieur Commun (TEC) et plusieurs protocoles d'accords favorisant la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes, certains pays cherchent à se déroger des accords pour entraver l'application correcte des directives. D'abord, le TEC a eu de la peine à se négocier, durant une longue période, rien de concret n'était mis sur pied et après sa mise en œuvre constitue également un autre défi. On remarque que dans les pays ayant aboli les barrières tarifaires, il apparait de nouvelles formes d'obstruction à la fluidité des échanges commerciaux. Il s'agit de :

- La multiplication de contrôles administratifs : une pratique ayant pour effet d'allonger les délais de livraison d'un pays vers un autre et partant, de décourager les opérateurs économiques (producteurs et vendeurs à la fois) à s'approvisionner dans la région ;
- La multiplication de contrôles routiers : au rang des tracasseries que rencontrent importateurs/exportateurs ouest africains, les contrôles routiers (douane, police, gendarmerie) arrivent en tête. De par leur nombre et la cupidité des agents, les points de contrôle sont devenus la crainte des opérateurs économiques. Toute sorte de ruses est utilisée par ces agents pour escamoter des fonds aux transporteurs routiers et aux voyageurs. Le phénomène est plus prononcé dans les postes frontières ou en temps de crise politique entre deux Etats. Par exemple, les opérateurs économiques burkinabés estiment à environ 25% du coût de transport routier les « faux frais ». Le silence des départements de tutelle de ces agents est perçu comme une espèce de connivence aux yeux de plusieurs observateurs.

Le tableau 1 fait référence aux obstacles à la mobilité des personnes et des marchandises.

Tableau 1 : Obstacles à la mobilité des personnes et des marchandises

Direction	Distance en km	Nombre de postes de contrôle	Nombre de postes de contrôle aux 100 km
Lagos-Abidjan	992	69	7
Cotonou-Niamey	1036	34	3
Lomé-Ouagadougou	989	34	4
Accra-Ouagadougou	972	15	2
Abidjan-Ouagadougou	1122	37	3
Niamey-Ouagadougou	529	20	4

Source : enquête RAMEAU (2016)

Ce tableau illustre à satiété, combien de fois circuler dans la zone CEDEAO est contraignant. Lorsqu'on prend la distance Lagos-Abidjan, en moyenne, on enregistre un poste de contrôle à chaque 14 kilomètres. Or, c'est le Nigéria qui abrite le siège de la CEDEAO. Il ressort de l'analyse de ce tableau que les mesures à l'échelle de la communauté sont non appliquées ou faiblement appliquées. Les beaux discours se font par diplomatie et dissimulent en réalité de fortes incompréhensions entre les Etats.

Cependant, la libre circulation des personnes et des biens est un préalable à tout processus d'intégration. Par ricochet, elle est la finalité aussi de ce dernier. La population à la base doit sentir de façon positive les effets de l'intégration.

4.1.2. Perte de la souveraineté des Etats suite à la création de l'ECO

Notons que le premier inconvénient est l'abandon de la souveraineté monétaire, souveraineté qui pouvait aider un pays à mener la politique économique qu'il souhaitait et donc à mieux s'en sortir. En effet, avec la monnaie commune, les pays perdent un instrument de la politique économique, la souveraineté sur la monnaie. La perte de cette souveraineté peut jouer négativement à court terme sur certains pays comme la Guinée, la Gambie...

La monnaie commune a ses exigences. Elle oblige la création monétaire à suivre la balance commerciale, sans que les autorités publiques ne puissent adopter de politique monétaire discrétionnaire pour promouvoir la croissance économique, payer les fonctionnaires de l'Etat en cas de déficit en recourant aux planches à billet.

La possibilité de recourir au financement monétaire du déficit en cas de besoin est un argument avancé par les souverainistes. Le niveau élevé des taux d'inflation dans ces Etats, surtout les bonds remarquables au lendemain d'élections présidentielles ou législatives, atteste du recours à ce privilège. On peut aussi penser qu'il est mis à contribution dans le paiement des salaires des fonctionnaires dans ces pays comme nous l'avons déjà souligné. Car même dans les situations budgétaires difficiles, ces pays sont toujours parvenus à payer leurs fonctionnaires, alors que le Niger et la Guinée-Bissau ont connu longtemps des problèmes d'arriérés de salaire. Bref, quoique nuisible pour l'économie, les Etats qui disposent de cet instrument dans leur panoplie l'utilisent en cas de besoin au détriment des principes de bonne gestion. Le Mali, le Sénégal ou le Togo de la zone CFA n'ont pas ce pouvoir et sont tenus de s'endetter pour subvenir à leurs besoins de salaires et autres dépenses publiques. Les souverainistes évoquent d'autres raisons de disposer de sa propre monnaie. Le premier se rapporte à l'exigence monétaire qui découle du dirigisme économique que certains pays ont adopté après leur accession à l'indépendance. Cette théorie qui préconise l'utilisation raisonnée de la monnaie comme instrument de développement économique (Ouédraogo, 1999) fait obligation à l'Etat de protéger celle-ci contre toute influence perturbatrice. L'inconvertibilité ne serait donc que la conséquence du type de régime de change qu'une telle politique économique exige, à savoir un contrôle total des changes. Selon une description de Diallo, (2002), dans un tel régime, « l'Etat a le monopole des échanges de monnaie. La monnaie perd toute convertibilité et toute transférabilité. Seul l'Office des changes peut réaliser des opérations d'achat et de vente de devises : il se charge de collecter les devises encaissées par les résidents et de les répartir entre les emplois selon des critères et à des prix discrétionnaires ». Par ce contrôle, l'Etat vise à favoriser le développement des secteurs prioritaires en les protégeant contre la concurrence extérieure (par l'interdiction ou la limitation d'importation de produits concurrents et par l'emploi des devises acquises à l'achat d'équipements et de matières premières ou semi-finis qu'ils requièrent). Ce type de régime de change avait permis à des pays comme le Ghana et la Guinée (qui avaient choisi l'économie socialiste du type soviétique) de priver leurs citoyens de monnaies refuges. En effet, dans ce modèle économique, l'épargne des ménages – considérée comme un surplus de revenu par rapport aux besoins vitaux – est collectée quasiment sans rémunération (des taux d'intérêt très faibles, parfois même négatifs) par un système financier totalement gouvernemental et réaffectée au financement des secteurs prioritaires. Cette collecte « forcée » de l'épargne

oblige l'Etat à contrôler les entrées de devises pour faire en sorte que les agents économiques ne puissent pas convertir leurs économies en devises et les garder ainsi oisivement chez eux. Ce qui aurait occasionné, sur le plan macroéconomique, une réduction de la base monétaire (mais encore faut-il contrôler le marché parallèle de devises).

La deuxième raison est donnée par l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) dans un document de travail datant du mois de septembre 2006. Selon ce document, derrière une politique de contrôle se cache aussi des intentions d'enrichissement personnel des dirigeants politiques et des hauts fonctionnaires. Autrement dit, au lieu que les devises obtenues dans les ventes de matières premières ne soient revendues aux opérateurs privés, les dignitaires se les partagent à travers diverses formes d'allocations (voyages officiels, surfacturation).

4.1.3. Non-respect des critères de premier rang et l'insuffisance d'une volonté politique des Chefs d'Etat et de Gouvernement

La mise en œuvre d'une union monétaire passe nécessairement par des étapes. Il s'agirait des quatre libertés principalement : la liberté de circulation des biens, la liberté de circulation des services, la liberté de circulation des capitaux et la liberté de circulation des personnes (touteurope.eu 2020). Ces exigences ne sont pas toujours respectées par tous les pays. En particulier l'incapacité à remplir de manière soutenue tous les critères quantitatifs et qualitatifs requis pose des défis qui exigent la plus grande attention de la part des Etats membres. Le rapport sur la convergence macroéconomique indique encore des domaines dans lesquels des efforts plus concertés sont nécessaires de la part des Etats membres. Ces domaines ont trait aux réserves extérieures brutes exprimées en ratio des mois d'importations, des recettes fiscales par rapport au PIB et en ratio de la masse salariale publique par rapport aux recettes fiscales. D'autres conditions sont nécessaires pour la mise en place d'une zone monétaire et économique viable : l'harmonisation des politiques économiques nationales, l'harmonisation des statistiques nationales. Une réalité amère ressort dans la lecture des différents documents au sujet de la monnaie commune de la CEDEAO. En occurrence la concurrence entre les pays francophones, anglophones et lusophones peut poser un problème.

A titre de rappel nous allons donner le tableau récapitulatif des critères de la CEDEAO et de l'UEMOA.

Tableau 2 : situation des critères de convergence de premier de rang de l'UEMOA

Critères de convergence	Normes
Critères de premier rang	
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % du PIB	$\geq -3\%$
Taux d'inflation	$\leq 3\%$
Encours de la dette publique rapporté au PIB	$\leq 70\%$

Source : Comité de prévision et de modélisation du MEF, mars 2023.

Il y a lieu de signaler que les critères de l'UEMOA sont beaucoup plus rigoureux et contraignants. Rappelons qu'il existe deux catégories de critères de convergence macroéconomique. Cependant dans le cadre de ce manuscrit, nous sommes limités aux seuls critères de premier rang. Cela s'explique par l'importance de ces critères sur quels les zones organismes sont assez regardant.

A présent nous allons étayer les critères de convergence de la CEDEAO pour donner une vue d'ensemble des normes communautaires.

Le tableau 3 du document indique la situation des critères de convergence de premier rang de la CEDEAO.

Tableau 3 : situation des critères de convergence de premier rang de la CEDEAO

Critères de convergence	Norme
Critères de premier rang	
Ratio du déficit budgétaire dons inclus compris/sur le PIB	$\leq 3\%$
Taux d'inflation	$\leq 5\%$
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale $\leq 10\%$ des recettes fiscales de l'année antérieures	$\leq 10\%$
Réserves extérieures brutes en mois d'exportations	$\leq 3\%$

Source : comité de prévision et de modélisation du MEF, mars 2023

Les critères de convergence de premier rang de la CEDEAO sont beaucoup plus souples grâce à la présence des Etats anglophones qui ont une certaine marge de manœuvre du fait qu'ils ont chacun leur propre monnaie.

De même, il faut faire remarquer que ces critères sont assez macro et ne renseigne pas à hauteur de souhait de la performance de l'état de santé de l'économie d'un pays.

Ce ci met fin à l'analyse des données disponibles et ouvre la voie à la discussion des résultats qui est intéressante pour l'élaboration du manuscrit.

4.2. Discussion des résultats

Comme précédemment indiqué, les données sous revues grâce aux recherches documentaires et de l'analyse des données de type secondaire vont être scintillées pour déterminées comment surmonter le défi lié à la réalisation de la monnaie commune. Il urge de mettre tout en œuvre pour permettre de respecter le nouveau délai fixé par l'autorité des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO. Il importe de reconsidérer la pertinence des critères de convergence de premier rang et l'adapter à la

réalité du moment, les relations bilatérales et multisalles entre les Etats membres, de procéder à une évaluation des systèmes de contrôle mis en place jusque-là et envisager des nouvelles perspectives comme nous déjà indiqué dans un de nos écrits précédent.

Toutes les difficultés énoncées dans la partie analyse ne sont pas insurmontables, il s'agit juste de chercher à savoir ses causes et pouvoir mesurer ses impacts et très aisément, on parviendra à un début de solutions. Les différentes solutions ou on peut l'appeler aussi les avantages qui résultent d'une union monétaire feront l'objet d'un autre article spécifique dans nos prochaines publications. Ces dires sont confirmés par les travaux empiriques de Guindo et al. (2022), de Emilie Laffiteau et Rokiatou Samake-konate (2016) et TENIOLA TAYO (2020). De même, Diallo, (2002), arrivait à l'époque à la conclusion, que ces défis sont majeurs et constituent une question hautement préjudicielle lorsque la CEDEAO veut réussir son projet de monnaie commune. Ces inquiétudes sont des questions préjudicielles à toute décision d'aller vers la réalisation de la monnaie commune de la CEDEAO.

5. Conclusion

L'objectif que nous nous sommes assignés à travers ce papier consiste à faire un tour d'horizon avec une revue de la littérature assez complexe et d'apporter notre modeste contribution au débat théorique qui prévaut depuis 1983 pour la réalisation du projet de monnaie commune régionale dans l'espace CEDEAO. Le sujet relatif à la monnaie commune est débattu tant dans le milieu académique, social mais aussi politique et gagne de plus en plus un regain subit d'intérêt depuis l'expérience réussie de l'Union Européenne en 1999. Cependant, le Brexit a relancé une nouvelle altercation quant au cas de l'union monétaire européenne comme un modèle à suivre. A la lumière des données qui étaient à notre disposition et du degré d'analyse fourni, il ressort un résultat très ambigu qui peut être expliqué par plusieurs facteurs. Il faut une divergence d'idées à plusieurs niveaux, des arguments solides de part et d'autre. De même, chacune de ces opinions sont imbibées de preuve scientifiquement explicable et tenable aux yeux des académiciens et chercheurs. Chaque opinion au sujet de cette problématique présente des avantages et des inconvénients. C'est d'ailleurs le cas pour toute théorie scientifique et économique. Au juste, il s'agit de savoir si les coûts économiques qui risquent d'être supportés ne l'emportent pas sur les avantages espérés. Dans le cas précis de ce sujet, il nous incombait d'identifier toutes les difficultés ayant trait à l'opérationnalisation de l'ECO. Les obstacles majeurs qu'il faille surmonter sont fondamentalement, ceux liés à la mobilité des personnes et de leurs biens, le risque lié à la perte de la souveraineté monétaire, les rivalités entre les Etats à culture française et anglaise le manque de volonté suffisante de la part des autorités de la CEDEAO.

Bibliographie

- Comité de prévision et de modélisation du MEF, mars 2023 ;
- Dembelé D.M. (2016), « Sortir l'Afrique de la servitude monétaire : à qui profite le franc CFA ? » Paris, la Dispute, P 246;
- Diallo O. (2002), « L'arrimage du franc CFA à l'Euro, conséquence pour l'intégration sous régionale ouest-africaine », Institut européen de l'Université de Genève, vol. 15 ;
- Emilie Laffiteau et Rokiatou Samake-KONATE (2016), la monnaie commune au sein de la CEDEAO : enseignements d'une analyse en cluster, Revue d'économie du développement Vol. 24-1, pp : 99-119 ;

- Guindo L.A ; Berthé B, Traoré Y et Ballo I. (2022) « CFA et ECO : Défis et perspectives », International journal of research in Business Management and Economics « Volume 1 : Numéro 1 » ;
- Guindo L.A, (2019), Problématique de la monnaie commune dans l'espace CEDEAO : état des lieux, enjeux et perspectives, thèse de doctorat, IPU, Mali ;
- Guindo L.A ; Bagayoko N ; Berthé B et Ballo I, (2022), L'UEMOA, une zone monétaire optimale ex-ante ou pas ? ; Revue Française d'Economie et de Gestion, vol.3, n°6 ;
- Masson P. et Patillo C., (2004), "The Monetary Geography of Africa", Brookings Institution Press, Washington D.C ;
- Maucourant J. (2002), « L'institutionnalisme de Commons et la monnaie. Cahiers d'économie politique : Papers in Political economy », L'Harmattan, 2002, 2001/2-3 (40-41) pp.253-284 ;
- Ouédraogo O. (1999), « plaidoyer macroéconomique pour l'Afrique », Paris, Karthala, pp : 195 ;
- Polanyi K. (2001) "The Great Transformation: The political and Economic Origins of Our Time", Beacon Press Boston ;
- Teniola T (2020), Chargé d recherche, Programme Bassin du lac Tchad, ISS Dakar ;
- Touleurope.eu (janvier 2020), cours de l'intégration économique, P. 2.